

Nombre de Membres en exercice : 14
Nombre de Membres présents : 11
Nombre de Membres votants : 13

Date de la convocation : 06 décembre 2023
Convocation affichée le : 06 décembre 2023
Procès-verbal affiché le : 2023

L'an deux mil vingt-trois, le 13 décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-THUAL s'est réuni dans la salle des associations sous la Présidence de Loïc COMMEUREUC, Maire.

Etaient présents les conseillers municipaux suivants :

Loïc COMMEUREUC — Nadine CORBEL — Jean-Pierre BATTAIS — Claude PAPADOPOULOS — Dominique ABALAIN — Frédéric CHEVILLON — Christian DARTOIS — Céline ROUVRAIS — Marie-Hélène BRANDILLY — Virginie ROBIOU — Véronique PICHERIT

Absents excusés : Bruno DE VILLELE donne pouvoir à Claude PAPADOPOULOS — Séverine LEBRUN donne pouvoir à Jean-Pierre BATTAIS

Absents : Franck SAMSON

Nadine CORBEL a été désignée secrétaire de séance.

Délibération 2023/82	Désignation d'un référent déontologue de l' élu local Modalité de désignation et d'exercice de la mission
-------------------------	--

1- Cadre réglementaire :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants,
- Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (article 218),
- Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local et notamment son article 1er dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,
- Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local,
- Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l' élu local,
- Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ;
- Considérant que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L 5721-2 peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes ;
- Vu le courrier en date 17 décembre 2023 adressé à l'ensemble du territoire portant sur la proposition de désigner un référent déontologue commun pour le territoire ;

2- Description du projet :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le décret du 6 décembre 2022, publié au Journal officiel le 7 décembre 2022, pris en application de la loi 3 DS du 21 février 2022, a instauré l'obligation pour toutes les collectivités, quelle que soit leur taille, de désigner un référent déontologue pour les élus locaux qu'ils doivent pouvoir le consulter.

Jusqu'à la Loi 3DS ce n'était alors qu'une simple faculté.

Les collectivités avaient normalement jusqu'au 1er juin 2023 pour se mettre en conformité avec cette règle. Il est toutefois précisé que le décret ne prévoit pas de sanction directe en cas de non-respect de celle-ci.

Le référent déontologue a un rôle de prévention. Sa mission vise à prévenir les risques auxquels les élus peuvent s'exposer et/ou exposer leur collectivité. Le rôle du référent est d'éclairer l' élu qui le consulte sur les conduites à tenir et les bons comportements à adopter et l'inciter à se poser les bonnes questions.
Il est chargé en particulier d'apporter à l' élu le saisissant tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans de la charte de l' élu local (CGCT, art. L. 1111-1-1).

Pour rappel les sept principes figurant dans cette charte sont les suivants :

1. L' élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité ;
2. Dans l'exercice de son mandat, l' élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier ;
3. L' élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l' élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote ;
4. L' élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins ;
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l' élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions ;
6. L' élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné ;
7. Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

2.2 Qui peut être référent déontologue ?

Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences (CGCT, art. R. 1111-1-A).

Si les avis peuvent présenter une dimension juridique, ils ont également vocation à accompagner et éclairer les élus sur les bonnes pratiques à adopter au cours de leur mandat. Les fonctions de référent local font donc appel à un ensemble de connaissance au-delà du domaine juridique.

Pour être désigner, le référent déontologue doit remplir les conditions suivantes :

- N'exercer aucun mandat d' élu local au sein des collectivités auprès desquelles il est désigné ;
- Ne pas avoir exercé de mandat d' élu local depuis au moins trois ans (le délai s'apprécie à la date de désignation du référent - délibération) ;
- Ne pas être agent de ces collectivités et se trouver en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci (à titre d'exemple : un avocat régulièrement employé par la collectivité peut se trouver dans une situation de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant et impartial des fonctions de référent déontologue ce qui peut être de nature à faire obstacle à sa désignation »

L'article R.1111-1-A du CGCT autorise plusieurs collectivités ou groupement de collectivités ou syndicats mixtes à désigner le ou les même référents déontologues pour les élus.

Le référent peut être mutualisé entre plusieurs collectivités, groupement de collectivités ou syndicat mixte. Dans ce cas, le CGCT exige l'adoption de délibérations concordantes.

Par courrier en date du 17 novembre 2023, relayé par courriel, la Communauté de Communes a interrogé ses communes membres afin de recueillir leur intérêt à procédé à une désignation commune.

A ce jour, plusieurs communes sont signifiées à la Communauté de communes leur intérêt de désigner un référent déontologue de l' élu local commun.

La présente délibération a donc pour objet de fixer les modalités d'exercice de la mission confiée au futur référent déontologue commun.

Principe de désignation du référent déontologue :

Sa désignation nominative fera l'objet d'une délibération spécifique après accord reçu de la personne sollicitée pour exercer cette mission. Il est précisé sur ce point que le choix sera effectué sur la base de la liste de personnalités mise à disposition par l'AMF afin de garantir à la fois le niveau d'expertise nécessaire à l'exercice de la mission mais aussi l'indépendance et impartialité du référent déontologue vis-à-vis des collectivités du territoire l'ayant désigné.

Une fois désignée, une lettre de mission sera adressée au référent pour lui préciser les modalités pratiques de sa mission. Cette lettre émanera du Président de la Communauté de communes. Une copie en sera adressée aux communes ayant opté pour la désignation commune.

La durée de la mission est fixée à 3 ans à compter selon les modalités précisées dans la lettre de mission.

Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions. A la demande du référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

Modalités de saisine du référent :

Le référent déontologue peut être saisi par tout élu local de la collectivité sur une question qui le concerne. Au regard de l'article L. 1111-1-1 du CGCT, il n'est pas possible de saisir le référent déontologue au sujet de la situation d'un autre élu.

Le référent déontologue pourra être saisi directement par les élus, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue – Nom de la collectivité - Confidentiel ».

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.
Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral) et pourra recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

Modalités de délivrance du conseil :

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l'élu concerné.

Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Le référent ne possède aucun pouvoir d'injonction ni de contrôle sur le comportement des élus.

Une fois que l'élu a pris connaissance du risque éventuel qu'il encourt, il prend sa décision en responsabilité.

Obligations du référent déontologue élu local

Le référent déontologue est tenu au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions en vertu de l'article R. 1111-1- D du CGCT.

Rémunération du référent déontologue

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.

Cette indemnité sera versée par la commune suivant un montant de 80€ par personne désignée et par dossier.

Des frais éventuels de transport et d'hébergement peuvent être pris en charge en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

Rapport annuel du référent déontologue

Le référent déontologue des élus locaux élabore un rapport annuel d'activité dressant un état des lieux de l'application des principes déontologiques et qui rend compte de l'ensemble des actions menées durant l'année écoulée. Ce rapport est adressé à la Communauté de communes de manière confidentielle et anonymisé. Communication en sera faite auprès des communes.

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

Par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité :

- APPROUVER le principe de désignation commune d'un référent déontologue de l'élu local ;
- PRECISER que la désignation nominative du référent fera l'objet d'une délibération spécifique suivi de l'envoi d'une lettre de mission
- CONFIER à Monsieur le Président de transmettre ladite lettre de mission et d'en faire communication à la commune ;
- APPROUVER les modalités d'exécution de la mission et en particulier les modalités de saisine du référent déontologue et de délivrance du conseil telles que présentées ;
- APPROUVER les modalités de rémunération du référent déontologue telles que présentées
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération

SIGNATURES

Le Maire,



Loïc COMMEUREUC

Secrétaire de séance,



Nadine CORBEL